

## **Fiche n°2 LES PARTIES A L'ACTION PUBLIQUE**

### **LES DEMANDEURS A L'ACTION PUBLIQUE**

Mp+ certaines administrations (des douanes par ex). Les membres du MP sont des magistrats, défendent l'IG. Obj : protection de la société

#### **□ L'organisation du ministère public**

Unité du MP : indivisibilité (membres interchangeables d'un jour à l'autre)

Subordination hiérarchique (sous ministre de la justice, a autorité sur les procureurs généraux) Ministre peut enjoindre des poursuites, mais peut pas ddr qu'on ne poursuive pas. Tte désobéissance d'un membre du parquet constitue une faute sanction)∆disciplinaire (

Limites : pouvoir propre de chaque chef de parquet : la désobéissance aux instructions n'entraîne pas l'irrégularité de l'acte, on peut pas obliger à agir. Risque juste des sanctions.

Membre du MP doit respecter instruction, mais libre de ses positions à l'audience, liberté de parole (art 33 CPP), indépendance de parole

Statut des membres du MP : le président est le procureur général auprès de la Cour de Cassation. Sanction prononcée par le ministre de la justice, après avis du CSM (pas lié par avis)

#### **□ La fonction du ministère public**

Autorité de poursuite, déclenche l'action publique, l'exerce, requiert l'application de la loi, dirige la PJ (Art 12 CPP), assure l'exécution des décisions de justice. Indépendance

Autorité de poursuite indépendante : irresponsable, pcp de l'opportunité des poursuites (art 40 CPP), indépendant à l'égard des juges et des parties, peut déclencher action publique même si victime ne le souhaite pas. Irresponsabilité pénale et personnelle (victime devra assigner l'Etat si faute dans l'exercice de ses fonctions)

Partie intégrante d'une juridiction répressive : partie principale au procès pénal, nécessairement présent. Selon jrspr, est une composante de la juridiction.

Rôle ambigu : composante et partie

### **LES DEFENDEURS A L'ACTION PUBLIQUE**

Personnes physiques : toutes les personnes physiques peuvent être appelées à comparaître, sauf si ont immunité. Responsabilité pénale est personnelle (enfant mineur auteur de l'infraction sera défendeur à l'action publique, ses parents seront défendeurs à l'action civile)

Personnes morales : action publique dirigée contre la personne morale, mais est représentée par son dirigeant. Pb qd infraction imputée à la sté+ son dirigeant. On peut désigner un mandataire de justice pour représenter personne morale.

On est défendeur à l'action publique quand on est partie = qd on nous signifie qu'on nous impute la responsabilité de l'infraction (et pas quand le MP nous met en cause).

Personne soupçonnée a des garanties, suspect devient partie qd on le met en examen, devient alors défendeur à l'action publique.

Il existe des mises en cause officieuses, mais ne valent pas mise en examen. Statut de témoin assisté, pas de partie.